

Regards sur la sociologie en Algérie et dans le monde arabe. Entretien avec Ali El-Kenz

In: Genèses, 32, 1998. pp. 127-139.

Abstract

Perspectives on Sociology in Algeria and in the Arab World. An Interview with Ali El-Kenz. Through an interview with Ali El-Kenz, ; a professor of sociology in Algiers for; twenty-five years, the article relates the process of institutionalising sociology in - Algeria - the legacy of the French university, the mobilisation of sociologists during the Boumediene era, the changeover to teaching in Arabic and its consequences - and more generally, in the Arab world by setting up of the Arab Sociology Association in 1985.

Résumé

■ Stéphane Beaud: Regards sur la ; sociologie en Algérie et dans le monde : arabe. Entretien avec Ali El-Kenz Cet article retrace, à travers un entretien avec Ali El-Kenz, professeur de sociologie à Alger durant vingt-cinq ans, certains aspects de l'institutionnalisation de , la sociologie en Algérie - l'héritage de : l'Université française,- la mobilisation des sociologues sous l'ère Boumediene,-l'arabisation de l'enseignement et ses conséquences, la crise actuelle, etc. - et, plus largement, dans le monde arabe avec la création de l'association arabe de sociologie en 1985.

Citer ce document / Cite this document :

Beaud Stéphane. Regards sur la sociologie en Algérie et dans le monde arabe. Entretien avec Ali El-Kenz. In: Genèses, 32, 1998. pp. 127-139.

doi : 10.3406/genes.1998.1529

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1998_num_32_1_1529

Regards sur la sociologie en Algérie et dans le monde arabe

Entretien avec Ali El-Kenz

Stéphane Beaud

Persée
BY:
\$
= creative commons



Principales publications d'Ali El-Kenz en français :

- (sous le pseudonyme de Tahar Benhouria) *L'économie de l'Algérie*. Paris, Maspero, coll. « Textes à l'appui », 1980.
- *Une expérience industrielle en Algérie : le complexe sidérurgique d'El Hadjar*. Paris, Éd. du CNRS, 1987.
- *Au fil de la crise*. Alger, Bouchène, 1989.
- Ali El-Kenz (éd.), *L'Algérie et la modernité*. Paris, Karthala, 1990.
- Ali El-Kenz, Mahfoud Bennoune, *Le hasard et l'histoire. Entretiens avec Belaïd Abdessalam*. Reghaïa, Enag, 1991.

1. Conseil pour le développement des sciences sociales en Afrique, créé en 1971 par Samir Amin.

Le climat de violence et de peur qui règne actuellement en Algérie affecte gravement le travail des « intellectuels », des journalistes, des artistes mais aussi – on en parle moins – des universitaires et chercheurs, notamment en sciences sociales. Ceux-ci, menacés sous différentes formes, ont dû, au cours de ces dernières années, s'exiler en nombre croissant à l'étranger (en France, en Suisse, au Canada – pays francophones – mais aussi en Angleterre, aux États-Unis, etc.).

En France, on connaît le rôle du Comité international de soutien aux intellectuels algériens pour l'aide matérielle ou le soutien moral qu'il a pu apporter. Une partie de l'Université française, même si de manière moins importante qu'on aurait pu le souhaiter, a cherché à faciliter l'insertion professionnelle de nos collègues algériens. C'est le cas de l'université de Nantes, et plus particulièrement de son département de sociologie qui, en 1995, a recruté Ali El-Kenz, 52 ans, professeur de sociologie à la faculté d'Alger. Contraint de quitter précipitamment son pays en 1993, il a d'abord trouvé refuge à Tunis où il a enseigné deux ans avant d'occuper un poste de professeur à l'université de Nantes. Même exilé en France et donc éloigné de ses anciens étudiants et de « sa » faculté, il continue d'entretenir des relations étroites avec des sociologues algériens et, plus généralement, arabes et africains, à travers notamment l'Association arabe de sociologie et le programme de recherches sur les transformations de la classe ouvrière en Afrique que coordonne le Codesria de Dakar¹. En France, il collabore étroitement avec le Centre Maghreb-Europe de l'université de Paris VIII (dirigé par R. Gallissot).

L'entretien qui suit s'est déroulé deux heures durant dans son bureau de l'université de Nantes. Une partie seulement de l'échange est ici restituée.



2. C'est le premier responsable de la section de sociologie de la faculté d'Alger. Il a enseigné plus tard à Bordeaux. Ses étudiants sont alors peu nombreux et généralement français. Un peu plus loin dans l'entretien, Ali El-Kenz ajoute : « Sicard avait fait sa thèse, je me le rappelle parce qu'il nous en parlait tout le temps, sur la "zadruga", la famille souche en Yougoslavie. C'était tout le temps la "zadruga", la "zadruga", les survivances et aussi les résistances. Il avait une assistante, Mademoiselle Maque, qui était gurvitchienne à fond, les "paliers", les niveaux, etc. Voilà, c'était pas très gai, il faut bien le dire, ce qu'on apprenait c'était la sociologie universitaire, livresque, pas du tout "l'esprit" Bourdieu qui, malheureusement, n'avait pas pénétré l'université. Le centre qu'il avait créé était géographiquement tout près, à une centaine de mètres de la fac. Il venait à la fac, mais ça restait ponctuel. Il était – et ceux qui lui succéderont aussi – surtout sur le terrain, assez loin des enseignements et de l'esprit de la fac ».

3. La réforme de l'enseignement supérieur a été engagée en 1991 afin de « désenclaver » l'Université et de la rapprocher des « réalités nationales ». Elle affichait un triple objectif : la démocratisation, l'option scientifique et technique et la « récupération des valeurs nationales » par l'arabisation. Elle correspondait alors à une victoire momentanée du groupe de gauche du FLN (Benyahia, Lacheraf, B. Abdessalam, Reda Malek) contre celui de la droite « conservatrice et islamisante » de Taleb Ibrahim. Elle a eu le soutien déclaré du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS).

4. Moustafa Lacheraf, *L'Algérie, nation et société*, Alger, SNED, 1978.

5. Mahdi Amil – de son vrai nom Hassan Hamdan, assassiné en mai 1987 – a écrit plusieurs ouvrages en arabe, dont deux ont été traduits en français : *L'espace du Noûn*, Paris, Messidor, 1990 ; *L'État confessionnel : le cas libanais*, Montreuil, Éd. La Brèche, 1996.

6. Hussein Mouroué, à l'origine imam chi'ite, est devenu ensuite l'un des philosophes les plus influents dans le monde arabe, défenseur engagé de la pensée matérialiste. Il a été assassiné par des miliciens chi'ites. Son ouvrage le plus connu est *La pensée matérialiste dans la philosophie arabe*.

7. Mahmoud Amin El-Alem, critique littéraire, philosophe et militant communiste, a fait de nombreuses années de prison avant et après la révolution nassérienne. Il a écrit de nombreux ouvrages pour réhabiliter la dimension sociale et historique de la critique littéraire. La dernière publication collective qu'il a dirigée est *Le fondamentalisme islamique aujourd'hui*, Le Caire, Éd. Théorie, 1993 (en arabe).

8. Abdallah Laroui, historien, a notamment publié : *La crise des intellectuels arabes : traditionalisme ou historicisme ?*, Paris, Maspero, 1974 ; *Les origines culturelles du nationalisme marocain : 1830-1912*, Paris, Maspero, 1977 ; *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Maspero, 1982.

STÉPHANE BEAUD. – Avant le congrès tenu en 1985 à Tunis, qui a débouché sur la création de l'Association arabe de sociologie, quels contacts aviez-vous en Algérie avec d'autres sociologues du monde arabe ?

ALI EL-KENZ. – Partons, si tu veux, de l'Algérie, avec la première génération de sociologues algériens. Jusqu'aux années soixante-dix, les sociologues qui étaient en Algérie, étaient soit français soit algériens francophones. Le premier, ou l'un des premiers étant Bourdieu, qui a fondé l'Association algérienne de recherches en démographie, économie et sociologie (AARDES). À son départ, il laisse quelques chercheurs qui se sont formés à ses côtés, dont Abdelmalek Sayad, et une institution qui fonctionnera tant bien que mal jusqu'aux années quatre-vingt. À l'université d'Alger, il y avait alors une section de sociologie dirigée par Émile Sicard², qui développait un enseignement très académique ne débouchant qu'épisodiquement sur des activités de recherche. Il n'y avait d'ailleurs aucun contact institué entre l'une et l'autre. Bien sûr, l'AARDES restait pour nous, étudiants, notre point de référence, mais elle ne marquait pas, ou très peu, l'enseignement à l'université. D'autant plus que, pour la plupart, nous venions de la philosophie. Ce qui fait que notre génération n'a pris conscience de son existence comme « communauté » de sociologues que dans les années 1974-1975, notamment avec la réforme de l'enseignement supérieur et l'élaboration de nouveaux programmes³. Entre temps, de nouvelles sections de sociologie s'étaient ouvertes dans les universités d'Oran et de Constantine. Il y avait des contacts entre nous, sociologues algériens, mais, à l'époque, les problèmes pédagogiques et institutionnels dominaient : créer des départements, organiser les enseignements et l'évaluation. Il y avait donc des contacts mais pas encore de réels débats autour de la recherche. À partir des années quatre-vingt, les choses prennent forme. En

1984, une première rencontre de sociologues en Algérie est organisée, les débats sont intéressants. Il y avait un grand courant de gauche qui se divisait en plusieurs branches : des marxistes classiques, orthodoxes, des « maos », des « stals », des althussériens, quelques bourgeois. Certes, on était tous d'accord pour revaloriser les apports endogènes : Ibn Khaldoun comme fondateur de la sociologie et Moustafa Lacheraf, dont l'ouvrage *L'Algérie, nation et société*⁴ était dans toutes les références, avec Fanon bien sûr, mais aussi Samir Amin et les théoriciens d'Amérique latine. Mais, surtout, et c'est cela la particularité du champ algérien, les distinctions entre francophones et arabophones devenaient très fortes parce que les arabophones venus du Moyen-Orient ou des pays anglo-saxons n'avaient pas du tout connu l'Université algérienne à sa formation, lors de l'indépendance. Ils proposaient un programme d'arabisation de l'enseignement mais aussi des problématiques et des méthodes dont on se méfiait. Alors que nous, en Algérie, on était beaucoup plus liés au champ francophone. Les rapports entre ces deux groupes étaient assez difficiles au départ et ils le sont restés. Entre-temps, on commençait à avoir des relations avec les Tunisiens et les Marocains mais relativement peu avec le Moyen-Orient. À l'exception de quelques grandes figures, qui étaient moins des sociologues que de grands intellectuels, des militants engagés : on peut citer Mahdi Amil⁵ ou Hussein Mouroué⁶ au Liban, ou encore Mahmoud Amin El-Alem⁷ en Égypte, Sadek Galal El-Azm en Syrie, Abdallah Laroui au Maroc⁸.

S. B. – Il existait une sociologie institutionnalisée au Moyen-Orient...

A. EL-KENZ. – Surtout en Égypte et au Liban. L'Égypte avait déjà un enseignement de la sociologie dès la Seconde Guerre mondiale. C'étaient des élèves de Durkheim qui avaient fondé la sociologie à l'université du Caire, puis il y a eu une deuxième université au

Caire, celle de Aïn Chams, franchement à gauche, marxiste. Les deux étaient rivales de la grande université islamique d'Al-Azhar qui, elle, date du XI^e siècle et où on n'enseignait pas la sociologie mais l'histoire et les sciences religieuses. Au Liban, il y avait l'université arabe de Beyrouth, l'université Saint-Joseph, qui a formé beaucoup de sociologues francophones et l'université américaine. Je rappelle que le « pôle » Liban-Égypte a été, au début du siècle, à l'origine de la *Nahda*, une sorte de « renaissance » intellectuelle du monde arabe. Nous, sociologues algériens, essentiellement francophones, avons alors très peu de relations avec ces intellectuels, qu'ils soient d'ailleurs « azharis » ou chrétiens, de gauche ou de droite, etc. Tout simplement parce qu'ils écrivaient en arabe, et qu'au moment de l'indépendance de notre pays nous ignorions cette langue – nous parlions certes l'arabe dialectal, mais nous ne savions ni lire, ni écrire l'arabe littéraire. Le Maghreb, l'Algérie surtout, connaissait peu le champ arabe des sciences sociales parce que nos deux histoires avaient bifurqué à un moment donné – peut-être au moment colonial, peut-être avant.

S. B. – Mais comment ces arabophones sont-ils venus en Algérie et ont-ils intégré l'Université ?

A. EL-KENZ. – Ils ont étudié en Égypte, en Irak ou en Syrie, c'étaient les trois grandes destinations à la fin des années cinquante, avant l'indépendance de l'Algérie. Ils sont partis au Moyen-Orient, souvent financés par le FLN, y ont fait leurs études et sont revenus avec des diplômes nouveaux, des PhD et avec un référentiel différent : plus ancré dans la culture anglo-saxonne, l'anthropologie, les *social sciences* en tout cas, moins spécialisé que celui des sociologues au sens français du terme. Une autre posture qui nous dérangeait aussi venait de la confusion – qui n'en était pas une pour eux, bien sûr – entre le travail social et la sociologie, alors qu'au Maghreb régnait la

sociologie française, classique, avec ses grandes divisions, mais aussi cette dimension critique qu'elle a héritée des Lumières. Il y avait aussi, des centres d'intérêt différents : nous étions plus centrés sur le monde du travail, des relations socio-économiques, ils étaient plus portés sur les questions identitaires, sur la sociologie culturelle...

S. B. – Pour revenir à l'Algérie, comment s'est institutionnalisée la sociologie comme discipline ? Tu m'as parlé de ta formation de philosophe à la faculté d'Alger...

A. EL-KENZ. – À l'époque, la licence de philo comportait un certificat obligatoire de « morale et sociologie ». Nous, les philosophes, nous avons donc commencé par faire de la sociologie par obligation. Nous étions destinés à enseigner la philosophie, ce que j'ai moi-même fait jusqu'en 1972. Mais un événement : le programme national d'arabisation de l'Université, a accéléré ma reconversion et celle de beaucoup d'autres. Les sciences sociales étaient une priorité dans ce programme parce qu'elles avaient un rapport direct à l'identité de l'Algérie, à son identité arabo-musulmane. L'histoire a été très rapidement arabisée, dès les premières années de l'indépendance, le droit et la philosophie aussi, mais dans une moindre mesure la sociologie ou la psychologie, qui étaient considérées comme des sciences moins stratégiques de ce point de vue. En 1971, j'enseignais la philo au département comme assistant et, un beau jour, on nous a appris qu'en 1972 tout allait être arabisé. J'étais francophone, comme bien d'autres, et j'allais perdre mon poste car je ne pouvais pas enseigner en arabe, je ne maîtrisais pas assez la langue. Alors j'ai décidé de partir pour m'arabiser. Comme il n'y avait aucune institution d'arabisation des enseignants en Algérie, aussi paradoxal que cela puisse paraître, je suis parti en Égypte où j'ai vécu un an en suivant des cours accélérés aussi bien à Al-Azhar que dans une école pri-

vée. À mon retour en Algérie, je m'étais bien amélioré, je pouvais faire des travaux dirigés mais j'avais perdu ma place en philo. Alors on m'a trouvé une porte de sortie en sociologie, encore enseignée en français. C'est comme cela que je me suis retrouvé sociologue. Je dois ajouter cependant que cette reconversion, obligée, correspondait aussi, à ce moment-là, à mes propres motivations. Tu sais, vers les années soixante, des philosophes comme Victor Cousin et consorts n'intéressaient plus personne, surtout qu'on avait découvert Bachelard, Marx « relu » par Althusser et Balibar - que j'ai eu comme enseignant. Il y a eu aussi Georges Labica, Henri Lefebvre et d'autres encore qui faisaient leur passage par Alger. Alger attirait beaucoup de monde après l'indépendance, c'était une capitale « révolutionnaire ». Beaucoup s'y sont formés, *in vivo* en quelque sorte, après une formation académique *in vitro*. Il faut dire que la philosophie dans ces années soixante était en train de devenir une réflexion critique sur la société et ma rencontre avec la sociologie a été comme un enchaînement logique. On s'est retrouvé en socio avec beaucoup d'aisance d'ailleurs. Mes premiers cours sur les structures agraires étaient en parfaite harmonie avec mes lectures (le troisième livre du *Capital*, les premiers tomes de l'œuvre de Lénine, en particulier *Le développement du capitalisme en Russie*, que je continue de considérer comme un grand ouvrage de sociologie, Kautsky) mais aussi avec ce qui se passait en Algérie, en Amérique Latine, en Chine, en Égypte. [...]

S. B. – Et après 1965, avec l'arrivée au pouvoir de Boumediène, les sociologues se sont-ils mobilisés pour accompagner la Révolution ?

A. EL-KENZ. – Pas tout de suite, pas en 1965. Ça commencera après 1970, au moment de la nationalisation des hydrocarbures et de la révolution agraire. S'il y avait beaucoup de heurts sur le plan politique, sur la démocra-

tie, la libération des détenus, la sociologie est, à cette période précise, à peu près à l'abri. C'est en philo par contre qu'il y a eu des conflits très durs entre des traditions philosophiques différentes : des « islamisants » qui se référaient d'une manière quasi-exclusive à la philosophie classique arabe et musulmane et des « occidentalistes » qui enseignaient Hegel, Spinoza ou Descartes. Là, les pressions étaient très fortes pour transformer cet état de choses et revenir un peu à ce qu'on appelle la philosophie musulmane. Avec le recul, je dois dire que la rigidité de certains enseignants européens, leur orthodoxie philosophique en quelque sorte, a contribué à durcir les positions. Il y a des exceptions bien sûr, dont celle de Labica que sa perspicacité a amené très tôt à réajuster son enseignement. Il nous faisait travailler sur Ibn Tofaïl, sur Ibn Khaldoun qu'il présentera dans un ouvrage, et sur d'autres penseurs arabes. Il avait compris qu'on ne pouvait plus enseigner la philosophie en Algérie après l'indépendance comme on l'enseignait à Paris. D'un autre côté, les partisans d'un enseignement plus proche des nouvelles réalités de l'Algérie étaient bien souvent des opportunistes qui suivaient le courant dominant et cherchaient à éliminer l'enseignement de la philosophie moderne occidentale à la fois parce qu'elle n'était pas arabe, de « chez nous », mais aussi parce qu'elle conduisait à Marx et à l'agitation. C'est ce dernier courant, porté par sa « légitimité » culturelle et le soutien du pouvoir qui finit par vaincre et transformer complètement l'enseignement de la philosophie en Algérie, la rapprochant de plus en plus de la théologie. Heureusement, quelques jeunes étudiants ont été envoyés en Irak ou en Syrie parce que la tradition de l'enseignement philosophique n'a pas été détruite là-bas comme chez nous, et ils ont pu ramener avec eux une tradition à la fois « endogène », ancrée dans le champ arabe, mais aussi rationaliste et cri-

tique. Mais ça, c'est bien plus tard, dans les années quatre-vingt.

Quant à la sociologie, c'est à partir de 1970, au moment des grandes opérations de la révolution agraire et de la création d'un grand secteur public industriel qu'elle sera alors fortement sollicitée, pour accompagner comme « expertise » ces actions, mais aussi pour leur donner un sens, une légitimité. En fait, cette « offre de service » dépassait de loin les sociologues *stricto sensu* et s'adressait à toutes les sciences sociales, en particulier aux économistes. Beaucoup d'entre eux, alors militants ou proches du PAGS (l'ancien parti communiste) accepteront le *deal* et deviendront les théoriciens et les animateurs de ces opérations. Bien sûr, je ne les accuse pas d'être des « vendus » au régime, ça entrait dans leur cadre d'analyse – la théorie de la « transition » – et dans leur stratégie politique. Mais, nous, nous étions un peu plus en retrait : en sociologie, les conflits, à la différence de ce qui s'était passé quelques années auparavant en philosophie, étaient plus directement politiques et posaient des problèmes de nature différente : rapport au pouvoir, liberté de la recherche, développement et démocratie, etc. [...] Malgré tout, cette période a donné un répit à la sociologie en langue française et ce n'est que vers la fin des années soixante-dix qu'elle va entrer, à son tour, dans le processus d'arabisation. Parmi les sociologues qui n'avaient pas réussi à s'arabiser, certains allaient se reporter sur l'AARDES, contribuant ainsi à régénérer et surtout à rapprocher de l'Université cette association. On allait y chercher des informations statistiques, des données d'enquêtes, discuter aussi d'épistémologie. Elle a été ainsi pour un temps un lieu vivant de circulation et de promotion de la recherche en sociologie.

S. B. – Dans ces années-là, avez-vous essayé de créer une revue de sociologie algérienne ?

A. EL-KENZ. – Oui, c'était toujours dans l'air du temps, on fait des tentatives, un numéro ou

deux, ça dépassait rarement deux ans, on n'était pas prêt. Mais il y a eu quand même une très belle *Revue algérienne des études juridiques et économiques* qui est, en dehors des sciences exactes, la revue qui a duré le plus longtemps. Jusqu'à mon départ [1993], je crois qu'il y avait encore des numéros qui sortaient. C'était une revue créée par des juristes mais ouverte aux économistes et aux sociologues.

S. B. – À l'époque, il fallait publier dans les revues françaises ?

A. EL-KENZ. – On n'avait pas, disons, de stratégie de publication dans les revues françaises, c'est après que ça viendra. On avait plutôt des stratégies endogènes et militantes, on n'était pas très « académistes ». Par contre on lisait beaucoup les revues françaises, surtout *Sociologie du travail*, les *Annales*, la *Revue française de sociologie*, c'étaient les trois grandes revues qui arrivaient régulièrement. Je me rappelle qu'on se les disputait, il fallait toujours attendre son tour. On était dans le monde de la sociologie française, mais avec une certaine distance.

S. B. – Et d'un point de vue théorique vous étiez éclectiques ou y avait-il une retraduction des oppositions de la sociologie française ?

A. EL-KENZ. – Tu fais bien de poser cette question que j'ai rencontrée plusieurs fois. Quand j'ai commencé à venir en France comme « académique », j'ai découvert ce que je peux appeler un malentendu épistémologique, excuse-moi du peu, entre sociologues français et algériens. Par exemple, un étudiant ou un chercheur algérien qui rédige une étude citera indifféremment Touraine, Bourdieu, Crozier, Boudon. Il s'informerait, s'inspirerait des uns et des autres, sans prêter garde à ce que, dans le champ français, chacun représente une « école » en concurrence ou en conflit ouvert avec les autres. L'espace, ici, est très cloisonné, il est difficile de s'inspirer à la fois de Touraine et de quelqu'un qui lui est

opposé. J'ai entendu des collègues français, légèrement agacés, dire à des chercheurs algériens « mais c'est de l'éclectisme ». En fait ce n'est de l'éclectisme que dans un champ déjà constitué, mais là-bas, en Algérie, les chercheurs sont moins sensibles au caractère extrêmement conflictuel des frontières entre les différentes écoles françaises : ils y puisent en cas de besoin. L'exercice de la thèse, avec les références auxquelles elle renvoie, y est moins ritualisé, plus instrumental en quelque sorte. Il y a, dans la sociologie française, une part d'« ethnosociologie » que seuls les indigènes qui la pratiquent peuvent décoder. Cela dit, les sociologues algériens étaient généralement des gens de gauche. À l'exception de quelques disciples de Boudon qui avaient travaillé avec lui, de quelques étudiants de Desroches, le reste se partageait entre Bourdieu, Touraine, l'école althusserienne, Poulantzas, Gramsci... Nous n'étions pas alors très éloignés de ce qui se passait en France, avec une plus grande attention accordée aux pays du Tiers-Monde. D'un point de vue plus institutionnel, il y avait deux grands pôles de sociologie dans le pays : Alger et Oran. Le pôle d'Oran était plus tourné vers des questions d'anthropologie culturelle, de vie quotidienne, de loisirs, et plus lié aux universités du Sud de la France, en particulier Aix-en-Provence. Le pôle d'Alger, plus centré sur le travail, les relations de production, les mouvements sociaux et l'urbanisation, était plus fortement orienté sur les universités parisiennes. On a essayé ensuite d'aider à la naissance d'un pôle à Annaba et à Constantine, les deux autres grandes villes d'Algérie. Malheureusement, pour Annaba, ça a échoué et pour Constantine, ça a démarré sur les questions urbaines et rurales grâce à Grenoble mais ça s'est effondré dans les années quatre-vingt-dix. [...]

S. B. – Comment as-tu été amené, avec d'autres sociologues algériens, à travailler sur l'industrie sidérurgique ?

A. EL-KENZ. – C'étaient des hasards. À l'époque, il était très difficile de pénétrer dans le monde de la grande industrie, la sidérurgie était considérée avec les hydrocarbures comme un domaine stratégique, étroitement surveillé. Pour le premier, on craignait les mouvements ouvriers, dans le second, le sabotage technique. J'ai été sollicité par le plus grand des hasards : un ancien camarade de classe était un cadre important à la Société nationale de sidérurgie, une boîte importante, 40 000 travailleurs. Les cadres supérieurs disposaient d'à peu près cent voitures individuelles et leurs chauffeurs avaient fait grève pour une histoire tout à fait rocambolesque de vêtement de travail. Le responsable du *design* dans l'entreprise était un ancien « porteur de valises », un homme extraordinaire, un des patrons du théâtre de Lyon dans les années cinquante. C'est lui qui avait dessiné le nouveau costume, un très beau costume d'ailleurs, col « mao », tissu de qualité, ample, etc. Il avait évidemment fait cela dans un esprit tout à fait généreux. Au lieu de donner à ces chauffeurs des costumes qui ressemblent à ceux des cadres mais faits dans une mauvaise toile et dans lesquels ils sont tout étriqués, il leur avait dessiné un costume, plus ample, plus souple et plus beau. Mais les chauffeurs avaient fait grève en disant à peu près ceci à la direction : « oui, nous, avant, on avait des costumes, maintenant vous voulez nous les enlever, bientôt vous allez nous faire porter des gandouras, des trucs comme ça ». Cet homme, qui voulait bien faire, a été pris de court, il a demandé à mon ancien camarade de lui trouver un sociologue qui pourrait le conseiller. Et c'est ainsi que je suis entré dans le milieu de la sidérurgie. C'est aussi le hasard qui m'a fait connaître Pierre-Philippe Rey. En 1972-1973, il était un des responsables des programmes de l'enseignement des techniques de planification en Algérie. À cette occasion, nous avons longuement discuté et quand j'ai travaillé sur la sidérurgie et que j'ai pensé faire une thèse,

je me suis adressé à lui. [...] En fait, j'appartiens à la génération qui a capitalisé. Les gens de ma génération, nous étions six, sont tous profs actuellement. Les suivants, les « quadras », étaient une vingtaine, mais même à vingt-six ça ne suffisait plus pour l'encadrement des étudiants. On a donc recruté beaucoup, et c'est là que les choses ont commencé à se compliquer parce que les six profs ne pouvaient pas assurer à eux seuls les directions de recherche. Nous avons donc été obligés de déléguer des responsabilités : le nombre a joué et c'est là qu'un courant relativement fort de sociologues de type « islamiste » a commencé à se « coaguler ». Je dis « islamiste », le mot est un peu fort, disons des sociologues qui rejetaient presque entièrement l'académisme - qui était le nôtre qu'on soit de droite ou de gauche - sous prétexte d'aliénation à l'Occident. Les choses ont alors commencé à se détériorer.

S. B. – Mais comment expliquer l'émergence de ces sociologues « islamistes » ? Ils ont été formés par vous...

A. EL-KENZ. – Ils n'ont pas été formés par nous. En 1980, c'était fini, les étudiants étaient tous arabisés, c'était une génération tout à fait nouvelle avec des programmes entièrement nouveaux. Ensuite, on a été obligé de recruter beaucoup de jeunes assistants dont certains avaient fait leur troisième cycle – ça s'appelait *master* – en Arabie Saoudite, en Égypte, un peu partout. Ils enseignaient des méthodes très différentes de type anglo-saxon, toute la batterie de la mesure statistique, etc. Ce qui est plus important c'est qu'il y a eu, quant aux problématiques, un déséquilibre en faveur de recherches liées à l'identité, au culturel et, de proche en proche, au religieux. Non pas le religieux comme objet, mais comme fondation d'une nouvelle science sociale. Les choses ont commencé à nous échapper. Lors du grand colloque organisé en 1985 à Alger, on a été étonné de

constater les nouveaux intérêts, rapidement devenus dominants dans le champ des sciences sociales en Algérie, tandis qu'étaient minorisés ceux que nous pensions être importants : les problèmes de développement, de relations de travail, d'économie, de droit...

S. B. – On observe des phénomènes semblables en France...

A. EL-KENZ. – Oui, bien sûr, un peu partout, mais chez nous, c'est rapidement sorti du champ académique et, avec l'islamisme, ça a tout recouvert. Ces sociologues avaient des relations avec le Moyen-Orient, mais, dans cette aire, exclusivement avec l'élément le plus conservateur. Ils étaient inscrits dans la tradition la plus rigoriste et la plus conservatrice de la culture musulmane, Al-Azhar pour l'Égypte, le Wahhabisme pour l'Arabie Saoudite. Ce n'étaient pas de simples arabophones mais des militants, au départ plus ou moins islamisants, mais ayant durci progressivement leur profil avec la montée du mouvement islamiste. Certains de mes collègues francophones, ignorants des réalités moyen-orientales, pensaient que tout le Moyen-Orient était ainsi fait. Et ce que j'ai pu faire, avec d'autres, c'est de donner la parole à ceux qui, au Moyen-Orient, se situaient sur le même registre que nous : une science à prétention universelle, exprimée dans une autre langue, l'arabe, qui avait ici toute sa légitimité et qu'on ne pouvait évidemment pas suspecter de véhiculer cette fameuse aliénation occidentale qui marquait la langue française. Il fallait faire parler, faire lire des sociologues, des linguistes, des économistes, des psychanalystes, pour montrer que, dans le monde arabe, il n'y avait pas que des « oulémas » et des théologiens. Alors, dans la foulée, je m'étais dit qu'il était peut-être vital pour notre génération d'intellectuels francophones de nous accrocher rapidement au monde arabe pour nous endogénéiser en quelque sorte, sinon nous allions être perçus comme une sorte de « pieds



9. La collection « El-Anisse » (le Compagnon), dirigée par Ali El-Kenz de 1989 à 1993, avait pour objectif de rendre accessible aux Algériens les grands classiques du patrimoine mondial, et surtout les philosophes et écrivains du monde arabe qu'avaient marginalisés en Algérie les arabisants de tradition conservatrice. Quelques titres publiés en français : Rousseau, *Le contrat social* ; Freud, *Introduction à la psychanalyse* ; Saussure, *Cours de linguistique générale* ; Darwin, *De l'origine des espèces* (publication bilingue) ; Machiavel, *Le Prince* ; Fanon, *Les damnés de la Terre*. Quelques titres publiés en arabe : Mohamed Abdou, *Traité de l'unité de Dieu* ; Spinoza, *Traité théologico-politique* ; Ali Abderraziq, *Les fondements du pouvoir en Islam* ; Ibn Khaldoun, *Les prolégomènes* ; Ikhouanessafa, l'œuvre intégrale (4 vol.). Une centaine d'ouvrages ont été réédités pendant cette période, le programme comprenant près de 300 titres. Aujourd'hui, l'entreprise (qui appartenait au secteur public) a été démantelée et son activité interrompue.

noirs», marginalisés, stigmatisés, rejetés. Il fallait casser cela, non seulement l'image mais la réalité : les arabophones ne sont pas plus Algériens que les francophones et l'arabisation des sciences sociales ne peut suffire à elle seule à donner à ces sciences leur légitimité, à leur donner du sens. Je me suis donc fortement engagé pour relier notre pratique sociologique à celle des autres pays arabes tout en gardant des contacts très étroits avec des collègues étrangers. Ce n'était pas du tout alternatif. J'ai fait cela au niveau de l'édition, en rééditant une centaine d'ouvrages d'intellectuels arabes du Moyen-Orient qui étaient franchement critiques et modernistes par rapport à la tradition conservatrice⁹, mais aussi au niveau de l'Université.

S. B. – Comment se sont établis les contacts avec les sociologues du Moyen-Orient ?

A. EL-KENZ. – Quand j'étais parti en Égypte en 1972, j'avais noué des liens avec beaucoup d'intellectuels égyptiens, alors pourchassés par Sadate. Ce sont eux qui m'ont présenté des sociologues et des historiens égyptiens. Par ailleurs, j'ai eu la chance d'avoir comme prof de lycée en Algérie, en 1962, Mahdi Amil, philosophe et figure emblématique de la gauche libanaise et arabe, qui sera ensuite assassiné par des miliciens islamistes. Grâce à lui, je suis resté au courant des recherches qui se faisaient dans cette région. Plus tard, avec un collègue d'origine syrienne, nous avons lancé une opération très intéressante à la fac d'Alger : enseigner au même groupe d'étudiants, moi en français et lui en arabe, mais sans se traduire, pour permettre aux étudiants de parler en français et en arabe, de passer d'une langue à l'autre, de s'exprimer dans celle qu'ils maîtrisaient le mieux. C'était en 1977 à Alger, en pleine période de luttes entre arabophones et francophones. On voulait montrer qu'il était possible de sortir de cette infernale conflictualité linguistique dans laquelle s'étaient enfermés les intellectuels

algériens. Progressivement, les étudiants se sont mis à parler et à lire dans les deux langues. C'était un succès, mais l'opération a été cassée par les responsables de l'université parce qu'ils savaient bien que c'était une sortie possible du conflit et les responsables politiques ne pouvaient le tolérer puisqu'ils en vivaient en partie. Et quand l'Association arabe de sociologie a été créée, les gens que je connaissais au Moyen-Orient ont donné mon nom aux promoteurs de ce projet qui sont, eux, en Égypte.

S. B. – Quelle était leur visée ?

A. EL-KENZ. – Il y avait, avant cette réunion de Tunis en 1985, une association arabe de sociologie qui avait une revue. Il y avait plusieurs revues de sociologie arabe, de sciences sociales arabes mais elles étaient toutes liées à des partis ou à des États. Ce n'étaient pas des revues académiques mais des revues de propagande intelligente. Ce sont les Égyptiens qui ont pris l'initiative, tout simplement parce qu'ils sont les plus nombreux et qu'ils publient le plus. Je dois dire que nous, Arabes, nous sommes dans une situation tout à fait différente des Européens. Il y a bien sûr une unité par la langue mais aussi une sorte d'*ethos* partagé qui fait que je peux lire aussi bien un sociologue syrien qu'égyptien ou irakien et « comprendre » ce dont il parle. Les idées circulent sans ces frontières linguistiques qui ont constitué l'Europe, mais aussi avec une sorte de « liquidité de significations » commune qui rend possible la communication, au sens d'Habermas. Tu vois, je vais de Bourdieu à Habermas sans faire attention aux clôtures d'écoles. Entre nous, nous échangeons des textes, même si nous ne nous connaissons pas. Quand j'écrivais, je répondais à X ou à Y, je ne le connaissais pas physiquement. Ce qui fait que lorsque nous nous sommes rencontrés, nous avons mis des visages sur des noms qui nous étaient familiers : le premier jour à Tunis, ça a été vrai-

ment formidable. En fait nous étions collègues, mais sans le savoir. Parce que nous avions à peu près les mêmes problèmes dans nos sociétés: des États répressifs, des mouvements sociaux complètement erratiques, des pauses puis, à un moment donné, des émeutes accompagnées d'une répression terrible, un désespoir fou, et puis tout ce qui se passait autour de la Palestine.

S. B. – À ce propos on évoque toujours l'intelligentsia palestinienne; en sociologie, ont-ils joué un rôle ?

A. EL-KENZ. – Non, malheureusement, parce qu'une partie des meilleurs sociologues palestiniens est en Israël, ce qu'on appelle des « Arabes d'Israël ». Ils sont très bons mais, à leur époque, il leur était très difficile de venir. À partir de 1988-1989, ils vont commencer à intervenir, très bien d'ailleurs d'un point de vue qualitatif. L'autre partie vit aux États-Unis ou ailleurs, ils étaient loin de notre petit champ. Mais c'est vrai que l'Association arabe de sociologie a joué un rôle de centre d'attraction.

S. B. – Pourquoi le choix de Tunis pour fonder l'association ? D'après ce que tu as dit, on aurait plutôt pensé au Caire...

A. EL-KENZ. – À l'époque, le Liban était en pleine guerre civile et l'Irak était en guerre contre l'Iran. L'Algérie, pour les Arabes, est un pays étrange, déconcertant, qu'ils admirent mais où ils ne se sentent pas chez eux, c'est un pays un peu européen, un peu bizarre. Le Maroc, c'est trop loin. Restaient en fait l'Égypte et la Tunisie. On est parvenu à un compromis: le secrétariat de l'association est à Tunis et la présidence au Caire. Si mes souvenirs sont exacts, c'est parce qu'en Tunisie, il y avait une loi qui rendait possible la création d'une association non tunisienne sur le territoire tunisien. L'idée, encore une fois, venait des Égyptiens, mais le gros du travail se déroulera à Tunis. Je dois dire aussi que la



10. Ali El-Kenz, « L'Association arabe de sociologie: une expérience collective », Communication au X^e Congrès mondial de sociologie, Montréal, juillet 1998.

Tunisie, jusqu'à récemment, voulait jouer ce rôle de pays paisible, ouvert, scientifique, moderne. Et c'est vrai qu'on a été aidé par les autorités qui ont facilité l'opération d'inscription de l'association. Du point de vue des équilibres stratégiques, la Tunisie, étant petite, ne posait aucun problème à aucun autre pays. Si on avait choisi l'Égypte, ç'aurait été de nouveau l'accusation d'hégémonisme égyptien. Donc, la Tunisie, c'était un peu le plus petit dénominateur commun.

S. B. – Dans ton texte pour le Congrès mondial de sociologie¹⁰, tu indiques que des conflits ont vu le jour entre ceux que tu appelles, d'un côté, les «académiques» et, de l'autre, les «engagés». Peux-tu préciser ce que tu veux dire par «engagés»?

A. EL-KENZ. – Il y avait et il y a toujours, dans le monde arabe, beaucoup de revues à prétentions sociologiques, mais qui sont plutôt des revues militantes, de lutte contre l'impérialisme ou le sionisme. Généralement elles ont des fonds, sont bien faites d'un point de vue technique mais s'essouffent rapidement car elles ont un champ très restreint. Avec d'autres collègues, nous pensions que l'un de nos problèmes en tant que sociologues arabes était d'arriver à distinguer l'engagement politique de chacun et notre métier de sociologue, dont la pratique doit obéir à un minimum de contraintes académiques. C'était ça l'enjeu de la création de l'Association arabe de sociologie. Dans ce contexte-là, il me semblait que je devais aller avec ceux qui luttaient pour cet objectif, même si certains me paraissaient plutôt de droite. Parce que tu imagines bien que ceux qui disent: «oui, on en marre, on ne veut plus d'engagement, etc.», adoptent cette position en lorgnant parfois sur les pouvoirs politiques en place qui, eux, voulaient en finir avec ces «engagés» qui sont des «enragés». Les pouvoirs aiment bien les «académiques» et je savais bien qu'il y avait une ambiguïté dans notre revendication. Mais pour moi, der-

rière l'académique, il fallait rechercher une autonomie de la pratique scientifique sans laquelle on ne peut pas faire de sociologie. De ce point de vue, il y avait les engagés du côté du nationalisme et les engagés du côté de l'islamisme, les uns et les autres voulant lier la pratique de la sociologie à une lutte contre l'effritement du monde arabe ou contre l'hégémonie occidentale. Moi, je leur disais «on ne lutte pas en sociologie comme on lutte en politique. En sociologie, pour lutter contre l'hégémonie occidentale, il faut faire de la sociologie». C'est tout. Et c'est en lisant les travaux des sociologues que je peux savoir à qui j'ai affaire en tant que sociologue. [...]

S. B. – Y a-t-il des «classiques» de la sociologie qui sont issus du monde arabe?

A. EL-KENZ. – Ta question soulève le problème de la périodisation historique. On n'a pas la même périodisation. Ce que les occidentaux appellent «classiques» en sociologie, c'est ce qui commence à peu près avec Durkheim et Weber, en remontant un peu à Montesquieu ou Tocqueville, jusqu'à Bourdieu. Mais, pour les intellectuels arabes, nous avons nos propres classiques, issus des durkheimiens ou des weberiens qui ont fait leurs premières études en France, en Allemagne, ou en Angleterre. Ce sont des sociologues arabes parfois encore vivants, mais tous bien avancés en âge: Ali Wardi pour l'Irak, Constantin Zurayq pour le Liban, Moustafa Lacheraf pour l'Algérie. Ça, ce sont les classiques du monde contemporain. On a aussi ceux de l'époque classique arabe qui ne sont absolument pas connus en Occident. Un Ibn Khaldoun c'est pour nous un grand classique mais il n'est pas du tout pris en compte ailleurs. C'est aussi un des ressentiments, si tu veux, des sociologues arabes: les autres, les Occidentaux, ne prennent pas en compte nos «classiques».

S. B. – Mais, dans la sociologie arabe, sont-ils utilisés comme des classiques?

A. EL-KENZ. – Oui, bien sûr. Par exemple, le concept de *asabiya* chez Ibn Khaldoun est tout à fait pertinent pour analyser ce qu'on peut appeler « l'esprit d'une communauté », au sens de Tönnies. Je suppose que si Bourdieu l'avait eu à l'esprit lorsqu'il a écrit ses premiers travaux sur l'Algérie, ça l'aurait beaucoup aidé. Ce n'est pas exactement l'*habitus*, c'est entre l'*habitus* et l'*ethos*. Le *asabiya*, c'est un esprit de corps. Ibn Khaldoun l'a posé dans une vision de sociologie politique et historique. Il essayait alors de comprendre comment se créent les dynasties et il forge ce concept pour expliquer comment, à un moment donné, un groupe ethniquement défini se dote de cet *ethos* qui lui donne une force de cohésion par rapport aux autres groupes. Bien au-delà du capital économique, c'est cette force, à la fois symbolique et stratégique, qui lui permet d'imposer son pouvoir, ensuite son hégémonie. Ce que montre Ibn Khaldoun, c'est que lorsque ce groupe arrive au pouvoir et qu'il commence à entrer dans la phase de *umrân* – qu'on peut traduire par « civilisation » – l'esprit de corps qui lui avait permis de s'investir dans cette tâche – qui, pour Ibn Khaldoun, dure trois générations – commence à se déliter. Apparaît un autre *asabiya* qui va être à l'origine de la constitution d'un autre groupe qui va ouvrir un autre cycle dynastique. Cette vision cyclique correspond à la période classique du monde arabe, qui va du VIII^e au XIV^e siècles après J.-C. Un des problèmes qui se pose à nous à ce niveau, disons, de l'histoire des idées, c'est que nous n'avons pas la même diachronie que l'Europe. Et comme la mesure du temps historique mondial est aujourd'hui « normée » par le temps européen, il y a des décalages et c'est nous qui sommes sommés de nous adapter. De ce point de vue, l'Association arabe de sociologie a deux objectifs : d'une part, aider à nous situer dans le champ mondial, avoir des relations avec toutes les grandes sociologies, européenne, américaine, asiatique. D'autre part, faire de la sociologie

chez nous selon des canons qui sont en usage partout, même si nous n'avons pas le même patrimoine. Si une partie de notre référentiel est occidental, il y a aussi toute la richesse culturelle et scientifique de l'histoire arabe que nous devons prendre en compte. C'est ce qui nous unit.

S. B. – Dans ce congrès de 1985, ou dans un autre, avez-vous dessiné des axes de recherche privilégiés ?

A. EL-KENZ. – Non, parce qu'au départ il nous fallait tout d'abord constituer ce champ, créer des liens assez étroits entre nous pour qu'ils durent, et être très opportunistes. Comme on n'a pas d'argent – l'aide des États est interdite par notre règlement – on répond à des demandes qui nous imposent parfois des thèmes particuliers. Par exemple, le colloque *La société civile dans le monde arabe* a été financé par le Centre des études de l'unité arabe au Liban. L'essentiel, pour nous, c'est de faire des travaux sociologiques et de les présenter. C'est vrai que nous sommes un peu dépendants des financeurs quant à notre agenda thématique, mais ça, nous l'avons accepté. Par contre, nous restons très vigilants sur les procédures d'enquêtes et sur les approches. Chaque année nous avons réuni des seniors et des juniors pour des séminaires de dix jours dans un pays arabe. C'était peut-être notre meilleure action, qui a marché plusieurs années sauf en 1992 et 1993, l'année de la guerre du Golfe et celle qui a suivi. Ça été extraordinaire, nous avons mis en contact des jeunes chercheurs égyptiens, libanais, syriens avec des Tunisiens, etc. Ils continueront à échanger entre eux, à se visiter, et là c'est fait, on a créé ce champ continental. Pour ces rencontres, on ne choisit pas de thème, mais on insiste sur la méthodologie, les bibliographies. Les étudiants exposent leurs expériences de recherche et nous, la dizaine de profs, nous commentons non pas la pertinence du thème mais l'approche méthodologique, pour durcir

un peu l'argumentaire. C'est un peu la chaîne des générations et, pour que la chaîne tienne, il faut la consolider, continuer ces rencontres. Quant à l'ouverture, nous avons des contacts avec l'Association des sociologues de langue française, avec laquelle nous avons organisé un colloque en 1995 sur la société civile dans les sociétés est-européennes et dans le monde arabe. Nous avons aussi organisé un très beau colloque sur «l'image de l'Autre» à Tunis en 1993 avec des sociologues européens et asiatiques, dont nous publions prochainement les actes. Nous avons réussi quelques actions de recherche avec le CEDEJ au Caire, l'ISIA de Cordoue, etc.

S. B. – Ce qui m'a aussi intéressé dans ta communication pour le Congrès mondial de sociologie, c'est le lien entre post-modernité et islamisme, comme s'il y avait une espèce d'affinité entre les deux...

A. EL-KENZ. – En fait, sous prétexte de critiquer les dérives actuelles des applications techniques de la science (le clonage entre autres), on en arrive rapidement – en vulgarisant à l'extrême pour mobiliser au maximum – à l'idée que l'Occident, athée ou chrétien ou encore judéo-chrétien, a épuisé ses ressources civilisationnelles, qu'il est dans l'impasse. Donc seul l'Islam peut sauver l'humanité : ça c'est le langage version populaire. Version scientifique, cela donne : «on vous l'avait bien dit, c'est une science sans direction, sans direction ontologique, sans sens global. Seule cette religion universelle qu'est l'Islam peut donner un sens à tout cela». Dans leur recherche de

preuves, les idéologues islamistes ramènent des États-Unis tous les textes critiques, ils les traduisent, les diffusent et campent, convaincus, sur leurs positions. C'est parfois difficile de leur répondre mais il faut discuter avec eux, en se maintenant au niveau argumentaire où ils situent le débat. Il faut dire qu'il ne s'agit pas de vulgaires rhéteurs, mais d'habiles théoriciens, en logique et philosophie des sciences, mais aussi en théologie, avec cette dure conviction, dure comme un rocher, que l'Islam est l'unique voie de salut pour l'humanité entière.

S. B. – Pour conclure sur l'Algérie, quelle est aujourd'hui la situation du point de vue de la sociologie ?

A. EL-KENZ. – Elle est dramatique. Il n'y a plus de séminaires, de colloques, pratiquement plus de soutenance. Les livres n'arrivent plus, les abonnements aux revues sont interrompus, les collègues qui sont restés font de leur mieux pour encadrer les premier et deuxième cycles, mais il n'y a pratiquement plus de recherches sur le terrain, c'est trop dangereux et il est difficile pour les chercheurs d'avoir des visas pour la France et l'Europe. Trois profs sont restés à Alger, à Oran il n'y en a plus. Nous étions sept à mon départ en 1993. Deux sont morts, l'un a été assassiné, une de nos collègues a été obligée de partir, elle est à Genève, moi je suis là, bientôt quelques départs en retraite... La relève est incertaine. Trente années de mise en forme partie en fumée ? Je ne sais pas... Tout est devenu difficile à prévoir...